



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOIRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°42-2019-004

PUBLIÉ LE 9 JANVIER 2019

Sommaire

42_Préf_Préfecture de la Loire

42-2019-01-07-008 - Annexe arrêté ASSE OL du 20 janvier 2019 (1 page)	Page 3
42-2019-01-07-004 - ARRETE N° 714 - 2018 PORTANT INTERDICTION DE STATIONNEMENT, DE CIRCULATION SUR LA VOIE PUBLIQUE ET D'ACCES AU STADE GEOFFROY-GUICHARD (SAINT-ETIENNE) À L'OCCASION DU MATCH DE FOOTBALL DU DIMANCHE 20 JANVIER 2019 OPPOSANT L'ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-ETIENNE (ASSE) A L'OLYMPIQUE LYONNAIS (OL) (3 pages)	Page 5
42-2019-01-08-001 - Arrêté n°19-01 désignant Monsieur Christian ABRARD, sous-préfet de Roanne, pour assurer la suppléance de Monsieur Evence RICHARD, préfet de la Loire, le jeudi 10 janvier 2019 de 6 heures à 18 heures (1 page)	Page 9

42_Préf_Préfecture de la Loire

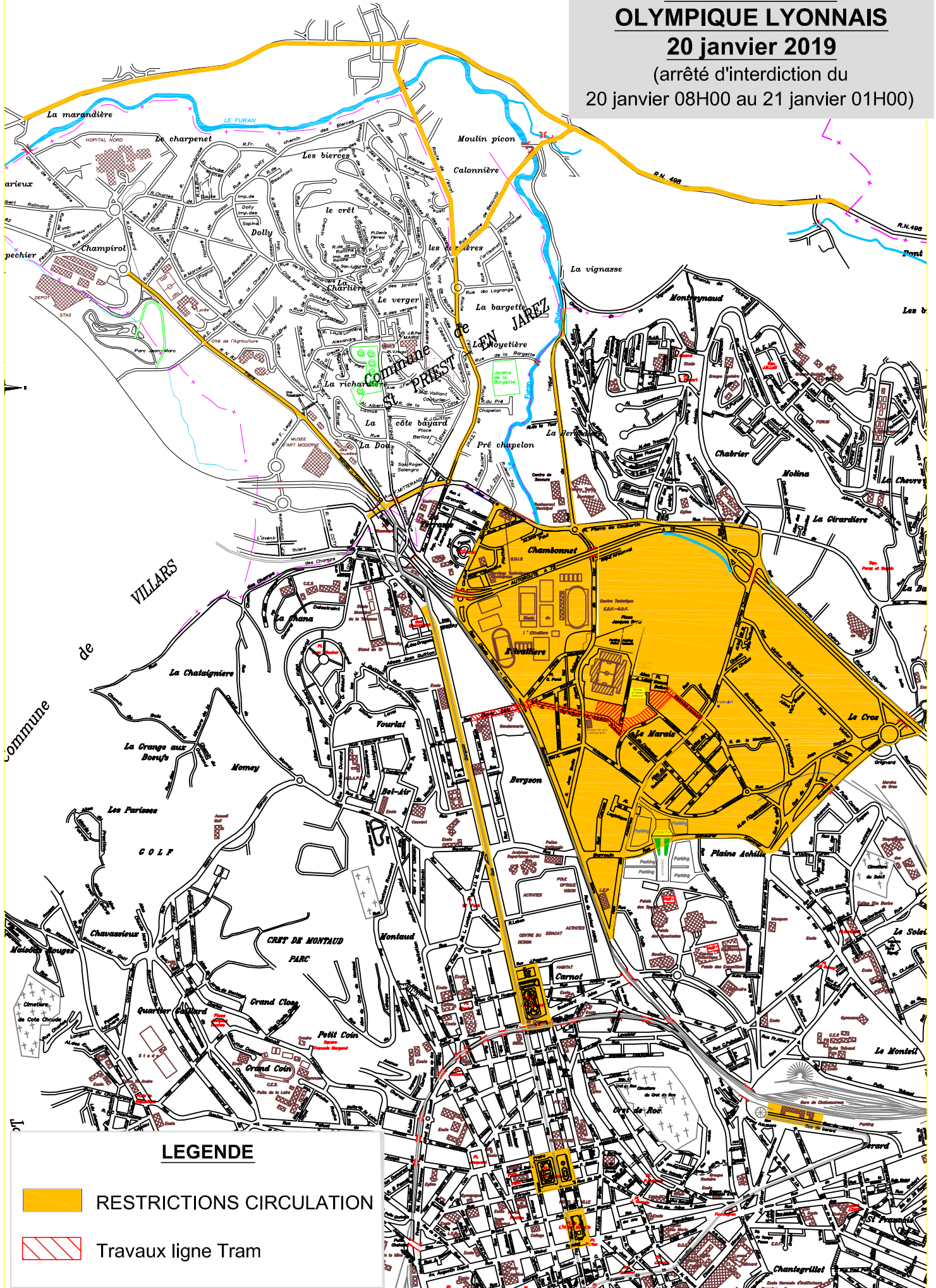
42-2019-01-07-008

Annexe arrêté ASSE OL du 20 janvier 2019

MATCH ASSE - OLYMPIQUE LYONNAIS

20 janvier 2019

(arrêté d'interdiction du
20 janvier 08H00 au 21 janvier 01H00)



42_Préf_Préfecture de la Loire

42-2019-01-07-004

ARRETE N° 714 - 2018 PORTANT INTERDICTION DE
STATIONNEMENT, DE CIRCULATION SUR LA VOIE
PUBLIQUE ET D'ACCES AU STADE
GEOFFROY-GUICHARD (SAINT-ETIENNE) À
L'OCCASION
DU MATCH DE FOOTBALL DU DIMANCHE 20
JANVIER 2019 OPPOSANT L'ASSOCIATION
SPORTIVE DE SAINT-ETIENNE (ASSE) A
L'OLYMPIQUE LYONNAIS (OL)



PRÉFET DE LA LOIRE

CABINET

Direction des sécurités

Saint-Etienne, le 7 janvier 2019

ARRETE N° 714 - 2018 PORTANT INTERDICTION DE STATIONNEMENT, DE CIRCULATION SUR LA VOIE PUBLIQUE ET D'ACCES AU STADE GEOFFROY-GUICHARD (SAINT-ETIENNE) À L'OCCASION DU MATCH DE FOOTBALL DU DIMANCHE 20 JANVIER 2019 OPPOSANT L'ASSOCIATION SPORTIVE DE SAINT-ETIENNE (ASSE) A L'OLYMPIQUE LYONNAIS (OL)

Le préfet de la Loire

VU le code pénal ;

VU le code du sport, notamment ses articles L 332-1 à L 332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles et R 332-1 à R 332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2214-4 ;

VU la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

VU la loi n°2010-201 du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

VU la loi n°2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret en date du 3 mars 2016 nommant M. Evence RICHARD préfet de la Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;

Considérant qu'en vertu de l'article L 332-16-2 du code du sport, le représentant de l'État dans le département peut, par arrêté, restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporter d'une équipe ou se comportant comme tel sur les lieux d'une manifestation sportive et dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves à l'ordre public ;

Considérant que l'équipe de l'Association Sportive de Saint-Étienne rencontrera celle de l'Olympique Lyonnais au stade Geoffroy-Guichard le dimanche 20 janvier 2019 à 21h00 et qu'un antagonisme ancien et très fort oppose les supporters de ces deux équipes qui s'est traduit par plusieurs incidents graves lors des dernières rencontres, notamment :

- le 5 février 2017, à l'occasion de la rencontre entre l'ASSE et l'OL au stade Geoffroy-Guichard, les forces de l'ordre sont intervenues à l'extérieur du stade en réponse à une charge de 400 supporters stéphanois encagoulés et gantés visant des supporters lyonnais ;

- le 5 novembre 2017, à l'occasion de la rencontre entre l'ASSE et l'OL au stade Geoffroy-Guichard, et alors que la préfecture de la Loire avait fait un geste d'ouverture en autorisant le déplacement de 850 supporters de l'Olympique Lyonnais, de violents incidents ont eu lieu avant match. Les forces de l'ordre ont dû intervenir à plusieurs reprises en utilisant les engins lanceurs d'eau ainsi que des grenades lacrymogènes pour éviter tout affrontement entre ultras des deux clubs. Ce jour-là, plus de cent engins pyrotechniques ont été allumés dans les tribunes. Enfin, un envahissement de terrain de supporters stéphanois est intervenu en fin de rencontre, interrompant le match pendant de longues minutes. Des dégradations aux abords et dans l'enceinte du stade ont été constatées.

Considérant la réunion de sécurité préparatoire à cette rencontre qui s'est tenue le 20 décembre 2018 à la préfecture de la Loire, au cours de laquelle la situation de cette rencontre a été examinée ;

Considérant que pour cette rencontre des attroupements et des troubles à l'ordre public sont à craindre avant, pendant et après le match, aux abords du stade, notamment à l'arrivée des supporters adverses, en centre-ville de Saint-Étienne et en périphérie ;

Considérant que la mobilisation des forces de sécurité, même en nombre important, n'est pas suffisante, en toutes circonstances et en tous lieux de l'agglomération stéphanoise, pour assurer la sécurité des personnes, et notamment celle des supporters eux-mêmes ;

Considérant par ailleurs, que s'ajoutent aux risques de troubles graves à l'ordre public susmentionnés les menaces particulières qui justifient une mobilisation extrême des forces de l'ordre via la mise en place de dispositifs particuliers de vigilance et de lutte contre la menace terroriste lors de grands rassemblements comme ce match ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet :

ARRETE

Article 1^{er} : Du dimanche 20 janvier 2019 à 8 h 00 au lundi 21 janvier 2019 à 1 h 00, est interdit à toute personne se prévalant de la qualité de supporter de l'Olympique Lyonnais ou se comportant comme tel d'accéder au stade Geoffroy-Guichard (commune de Saint-Étienne) et à ses abords, de circuler ou stationner sur la voie publique sur les voies et dans les périmètres suivants des communes de Saint-Étienne, de Saint-Priest-en-Jarez, l'Etrat et la Tour-en-Jarez (annexe) :

- rue Simone de Beauvoir ;
- rue de la Tour ;
- rue Pierre de Coubertin ;
- rue de Molina ;
- rue Charles Cholat ;
- A72 (de la bretelle sortie 13 à la bretelle sortie 14) ;
- boulevard Georges Pompidou ;
- giratoire Necker ;
- rue Sheurer Kestner ;
- rue des Aciéries ;
- boulevard Thiers ;
- rue Verney Carron ;
- rue Montyon ;
- rue des Trois Glorieuses ;

- giratoire Khyvilev ;
- rue Bergson ;
- place Carnot ;
- place Jean Jaurès ;
- place Hôtel de Ville ;
- gare et Esplanade Carnot ;
- gare et Esplanade Chateaucieux ;
- RD 1493 ;
- route de l'Etrat ;
- avenue François Mitterrand ;
- avenue Pierre Mendès France.

Article 2: Sont interdits dans le périmètre défini à l'article 1^{er}, dans l'enceinte et aux abords du stade, la possession, le transport et l'utilisation de tous pétards ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile.

Article 3: Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4: Le sous-préfet, directeur de cabinet, la directrice départementale de la sécurité publique de la Loire, le commandant du groupement de la gendarmerie départementale de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire, notifié au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Saint-Étienne et aux présidents des clubs de l'ASSE et de l'Olympique Lyonnais et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 1^{er}.

Le préfet

Evence RICHARD

42_Préf_Préfecture de la Loire

42-2019-01-08-001

Arrêté n°19-01 désignant Monsieur Christian ABRARD,
sous-préfet de Roanne, pour assurer la suppléance de
Monsieur Evence RICHARD, préfet de la Loire, le jeudi
10 janvier 2019 de 6 heures à 18 heures



PRÉFET DE LA LOIRE

SERVICE DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
Bureau de la coordination administrative

Enregistré le 8 janvier 2019
Sous le n° 19-01

ARRÊTÉ DÉSIGNANT MONSIEUR CHRISTIAN ABRARD, SOUS-PRÉFET DE ROANNE, POUR ASSURER LA SUPPLÉANCE DE MONSIEUR EVENCE RICHARD, PRÉFET DE LA LOIRE

Le préfet de la Loire

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du 31 janvier 2014 nommant M. Gérard LACROIX, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant M. Evence RICHARD, préfet de la Loire ;

VU le décret du 19 mai 2016 nommant M. Christian ABRARD, sous-préfet de Roanne ;

VU la circulaire du 24 août 2005 portant sur la suppléance des fonctions préfectorales ;

Considérant l'absence concomitante du préfet de la Loire et du secrétaire général de la préfecture de la Loire le jeudi 10 janvier 2019 de 6 heures jusqu'à 18 heures ;

ARRÊTÉ

Article 1er : M. Christian ABRARD, sous-préfet de Roanne, assurera la suppléance du préfet de la Loire le jeudi 10 janvier 2019 de 6 heures jusqu'à 18 heures.

Article 2 : Le sous-préfet de Roanne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Saint-Étienne, le 8 janvier 2019

Le préfet,

signé Evence RICHARD